

Suivi de l'impact socio-économique du COVID-19 sur les ménages tunisiens

**Analyse des données de la 1^{ère} vague
(29 avril 2020 – 8 mai 2020)**

Table des matières

Résumé.....	3
A retenir	4
1. Connaissances des mesures préventives et comportements sociaux.....	5
2. Accès aux biens et services et sécurité alimentaire.....	5
3. Accès à la santé	6
4. Alimentation	7
5. Perception des ménages	8
6. Activité économique	9
Travail salarié	9
Unités de production familiales	10
Annexe 1. Méthodologie de collecte des données de l'enquête.....	11

Résumé

L'Institut National de la Statistique, en collaboration avec la Banque Mondiale, a lancé une enquête pour étudier et suivre l'impact du COVID-19 sur le quotidien des tunisiens. Cette enquête est administrée par téléphone auprès d'un panel de 1369 ménages représentatif de la population tunisienne. Le nombre de répondants à la première vague de l'enquête, menée du 29 avril au 8 mai 2020, était de 1030 ménages, soit un taux de réponse de 77%. L'échantillon permet de décliner des résultats statistiquement significatifs au niveau national, par milieu et selon les différents quintiles de consommation de la population tunisienne.

Les principaux thèmes abordés par la première vague de l'enquête sont : les connaissances et comportements sociaux des tunisiens en lien avec le COVID-19, l'accès aux biens et services/sécurité alimentaire et l'activité économique.

Le premier résultat qui ressort de l'enquête est la bonne connaissance par les tunisiens des mesures à respecter pour limiter la propagation du virus. La grande majorité des enquêtés ont adopté et respecté les mesures basiques d'hygiène et de distanciation sociale.

Au niveau de la disponibilité des biens de consommation, la crise sanitaire a eu des répercussions sur l'approvisionnement en certains produits de base, essentiellement la farine et la semoule et dans une moindre mesure les produits sanitaires. Cette pénurie a affecté de manière relativement égale l'ensemble des classes de la population. Toutefois, d'autres denrées alimentaires (pains, pâtes, légumes, fruits), les produits de nettoyage ou encore les produits énergétiques étaient largement disponibles. En revanche, l'accès aux produits sanitaires a été plus difficile pour les personnes ayant un niveau de vie plus modeste. Ces produits étaient presque deux fois plus inaccessibles pour le quintile le plus pauvre que pour le quintile le plus riche de la population.

Cette enquête confirme que le taux de couverture sociale et sa qualité sont moins bons pour les personnes les plus vulnérables économiquement. Cette tranche de la population serait donc a priori plus exposée à l'impact d'une crise sanitaire. Cependant, la difficulté d'accès aux soins dans le cadre du confinement a touché de façon quasi uniforme l'ensemble des catégories de la population. Ceci est principalement dû aux difficultés à se déplacer et à trouver du personnel médical disponible lors du confinement.

En outre, l'enquête révèle que près des deux tiers des ménages ont été impactés, sous une forme ou une autre, par le COVID-19, essentiellement par l'augmentation des prix des produits alimentaires et par la perte d'emploi. Ainsi, par exemple, plus d'un tiers des répondants ont déclaré avoir appréhendé de manquer de nourriture pour des raisons financières durant le mois précédant l'interview. Une crainte plus marquée en milieu rural¹ et pour les ménages ayant

¹ La délimitation des milieux urbain et rural est basée sur le découpage communal/non communal tiré du Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 2014.

un faible niveau de vie. Ces craintes se sont traduites chez une partie de la population par une modification des habitudes alimentaires en réduisant les quantités consommées ou en consommant des aliments peu appréciés en temps normal.

Pour faire face à l'augmentation des prix des produits alimentaires ou pour pallier la perte de leur emploi, les ménages interrogés ont puisé dans leurs économies (plus de 25%), reçu de l'aide ou emprunté de l'argent à des proches (plus de 25%), eu recours à un paiement différé de leurs obligations (environ 15%) ; tandis que certains ont modifié leurs habitudes de consommation alimentaires et non alimentaires.

Sur le plan professionnel, l'activité économique a été fortement réduite pour la grande majorité des travailleurs, et une baisse des revenus a été observée. Ainsi, seulement un tiers des personnes interrogées déclarant exercer une activité professionnelle avant le confinement ont pu poursuivre leur travail. Parmi ceux qui étaient en arrêt d'activité, chez les salariés, seuls 40% ont perçu tout ou une partie de leur salaire. Les unités de production familiales ont également été fortement impactées par la crise.

Le format de l'enquête est prévu pour intégrer graduellement les principaux thèmes de préoccupation des ménages au fur et à mesure de la progression vers le déconfinement de l'activité. Ainsi la deuxième vague, dont les résultats seront prochainement publiés, a incorporé les thématiques de l'éducation et de la santé mentale ainsi que la résilience financière des ménages.

A retenir

- Plus de 80% des personnes interrogées sont bien informées et appliquent les mesures basiques d'hygiène et de distanciation sociale (se laver les mains, éviter les contacts rapprochés).
- Plus d'un tiers des personnes interrogées ont eu besoin d'une assistance médicale mais n'ont pas pu y accéder à cause du confinement total.
- Plus d'un tiers des ménages les plus pauvres ont réduit la quantité ou la qualité des biens alimentaires consommés durant le confinement total.
- Deux tiers des personnes interrogées qui travaillaient avant le confinement, n'avaient toujours pas repris une activité professionnelle à fin avril.
- 60% des salariés en arrêt de travail déclaraient ne plus recevoir aucune rémunération. Cette proportion s'élève à près de 80% pour les 40% les plus pauvres.
- Le télétravail a concerné une personne sur dix parmi les employés ayant pu continuer à travailler durant le confinement total. Cette proportion augmente à un sur trois pour le quintile le plus riche.

1. Connaissances des mesures préventives et comportements sociaux

La quasi-totalité des personnes interrogées ont reçu des informations sur la distanciation sociale et l'auto-isollement comme mesure préventive contre le COVID-19. La grande majorité des enquêtés ont adopté des gestes barrière et des mesures sanitaires de base au quotidien.

On note par ailleurs qu'environ un tiers des enquêtés déclarent avoir stocké, par précaution, des biens de consommation courante. Les comportements d'automédication et de recours à la médecine traditionnelle contre le COVID-19 semblent limités au sein de la population.

Figure 1. Informations reçues sur les mesures préventives

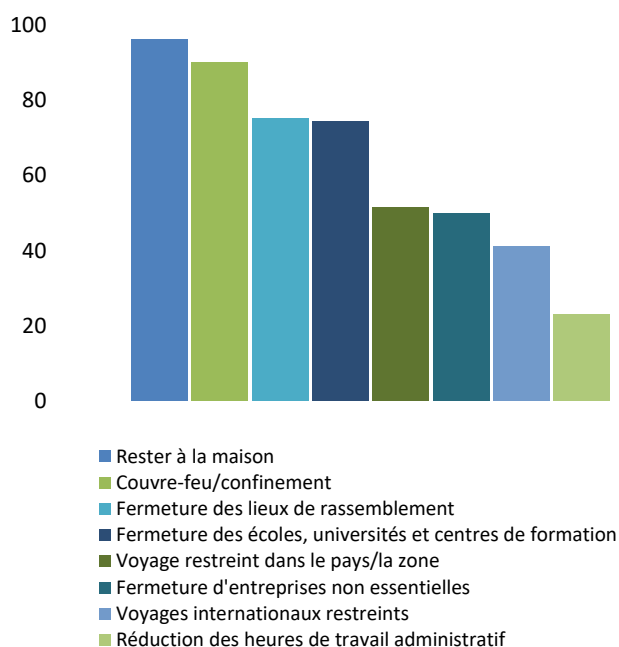
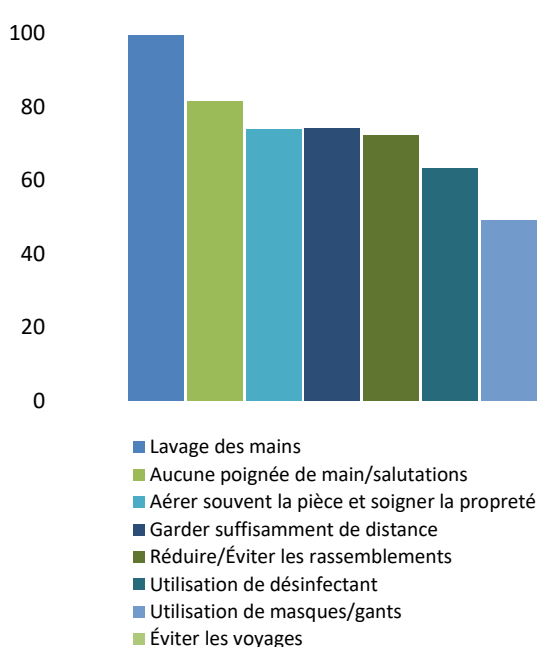


Figure 2. Comportement et mesures préventives



2. Accès aux biens et services et sécurité alimentaire

La crise sanitaire a eu des répercussions sur la disponibilité de certains produits, essentiellement la farine et la semoule et dans une moindre mesure certains produits sanitaires (gels hydroalcooliques, bavettes...). Les ménages situés en milieu rural ont été plus affectés par la pénurie de ces produits. Toutefois, d'autres denrées alimentaires (pains, pâtes, couscous, légumes, fruits...), les produits de nettoyage ou encore les produits énergétiques étaient largement disponibles.

Une analyse par quintiles de consommation montre que la pénurie de certains produits alimentaires de base a affecté de manière relativement égale l'ensemble des couches de la population. En revanche, la difficulté d'accès aux produits sanitaires s'accroît inversement au niveau de vie. En effet, la difficulté d'accès à ces produits est presque deux fois plus élevée pour le quintile le plus pauvre que pour le quintile le plus riche.

Figure 3. Pourcentage de population n'ayant pas pu acheter l'un de ces produits en raison d'une rupture de stock la semaine précédant l'interview

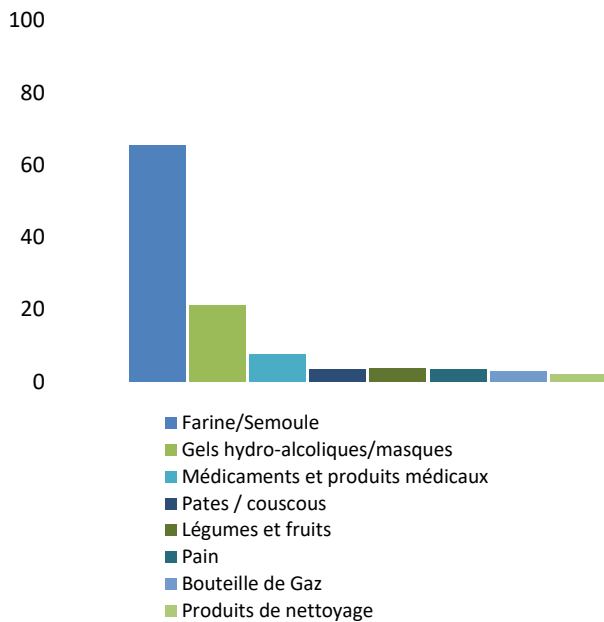
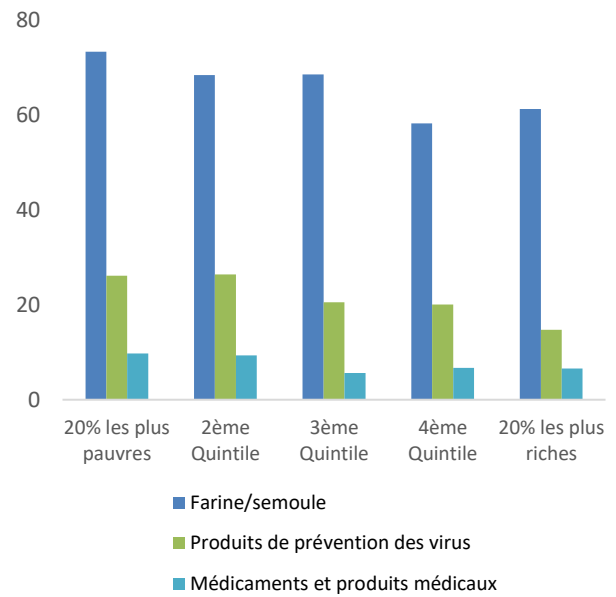


Figure 4. Pourcentage de population qui n'a pas pu acheter l'un de ces produits en raison d'une rupture de stock la semaine précédant l'interview : par quintile de niveau de vie selon la consommation



3. Accès à la santé

37 % des personnes interrogées ayant eu besoin d'une assistance médicale n'ont pas pu y accéder. Ce taux monte à près de 50% pour les ménages les plus pauvres. L'absence d'accès aux soins est essentiellement due à la limitation des déplacements à cause du confinement mais également à la difficulté à trouver du personnel médical disponible.

Figure 5. Pourcentage de personnes ayant eu besoin d'assistance médicale et qui ont pu consulter un médecin

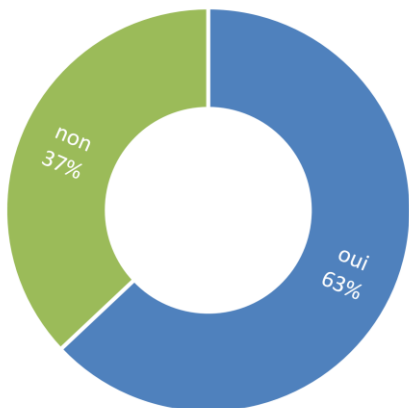
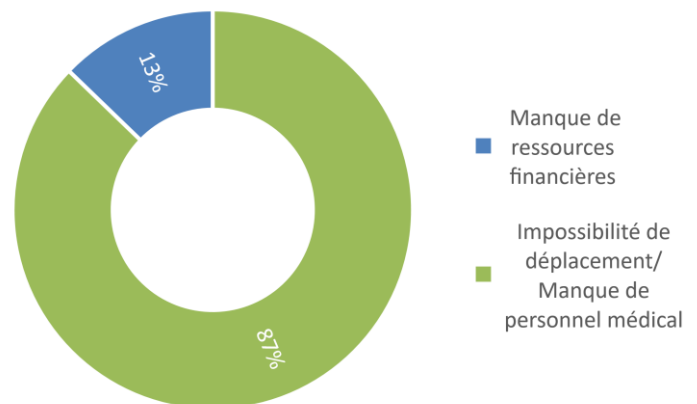


Figure 6. Raisons de nonaccès à une assistance médicale



4. Alimentation

Plus d'un tiers des personnes interrogées ont déclaré avoir eu des craintes de manquer de nourriture, au cours des 30 jours précédant l'interview. Ce phénomène est plus marqué en milieu rural où il concerne la moitié des répondants et pour le quintile le plus pauvre où ce taux s'élève à plus de 60%.

Figure 7. Pourcentage des ménages craignant de ne pas avoir assez de nourriture par manque d'argent ou d'autres ressources, par milieu

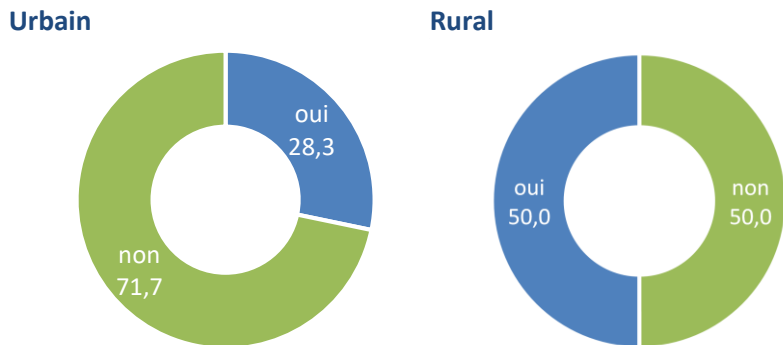
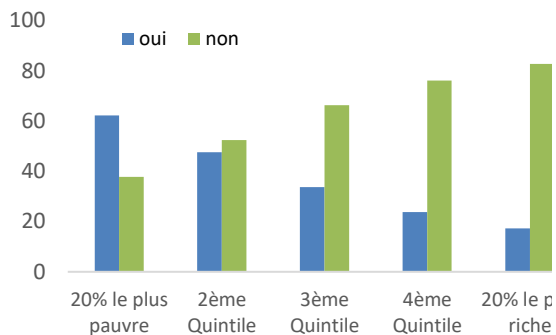


Figure 8. Pourcentage des ménages craignant de ne pas avoir assez de nourriture par manque d'argent ou d'autres ressources, par quintile



Au cours des 30 jours précédant l'interview, environ 30% des ménages dans le quintile le plus pauvre et environ 20% de ceux dans les quintiles intermédiaires ont réduit leur consommation alimentaire en raison d'un manque d'argent ou d'autres ressources. Les difficultés financières ont également poussé environ 30% des personnes dans les deux quintiles les plus pauvres à se porter sur des aliments d'ordinaire peu appréciés. Toutefois, moins de 1% des enquêtés déclarent être restés sans manger pendant une journée entière par manque d'argent ou d'autres ressources.

Figure 9. Pourcentage des ménages ayant consommés des aliments peu appréciés, par quintile

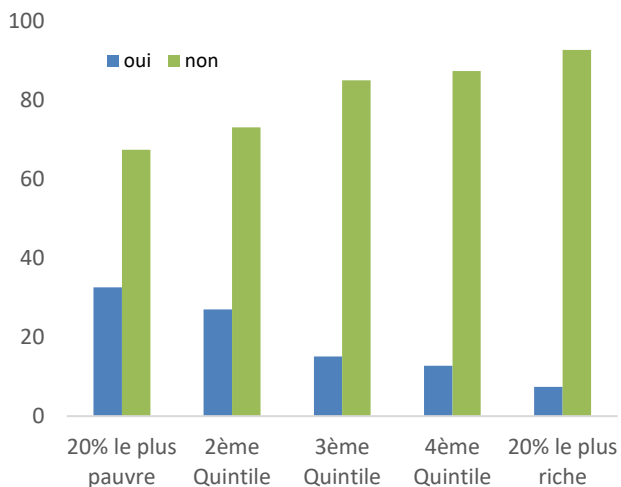
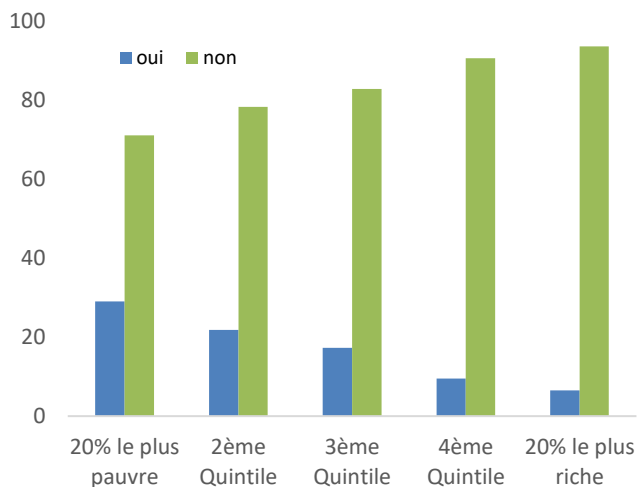


Figure 10. Pourcentage de ménage ayant réduit leur consommation alimentaire, par quintile



5. Perception des ménages

Plus de 60% de ménages interrogés déclarent avoir été impactés d'une manière ou d'une autre par le COVID-19. L'augmentation des prix des produits alimentaires et la perte d'emploi durant le confinement viennent en tête des préoccupations des ménages ayant subi les conséquences économiques de la crise sanitaire.

Figure 11. Proportion des ménages impactés par les conséquences du COVID-19

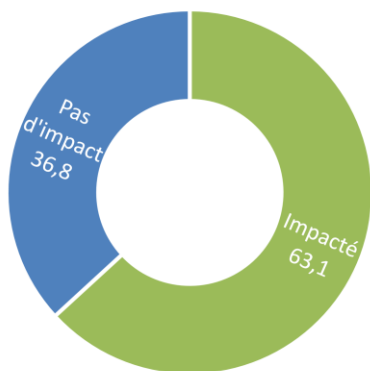
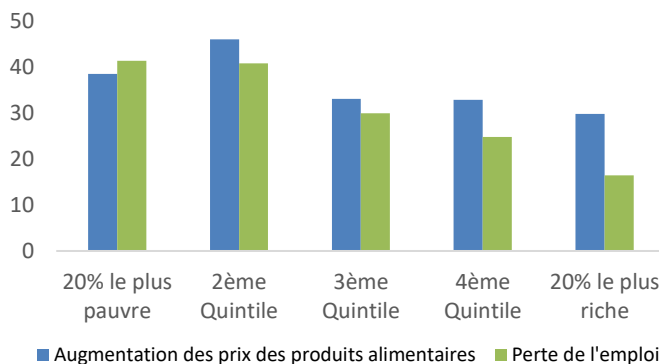


Figure 12. Principales préoccupations des ménages impactés par les conséquences du COVID-19, par quintile



Pour faire face à l'augmentation des prix des produits alimentaires ou à la perte d'emploi, plus de 25% des répondants ont puisé dans leurs économies. Une autre partie significative d'entre eux (plus de 25%) a reçu de l'aide ou emprunté de l'argent à des proches (amis et famille). 15% d'entre eux ont recouru à un paiement différé de leurs obligations. Par ailleurs, certains ont dû modifier leurs habitudes de consommation alimentaires et non alimentaires.

Figure 13. Mesures prises par les ménages touchés par l'augmentation des prix des produits alimentaires

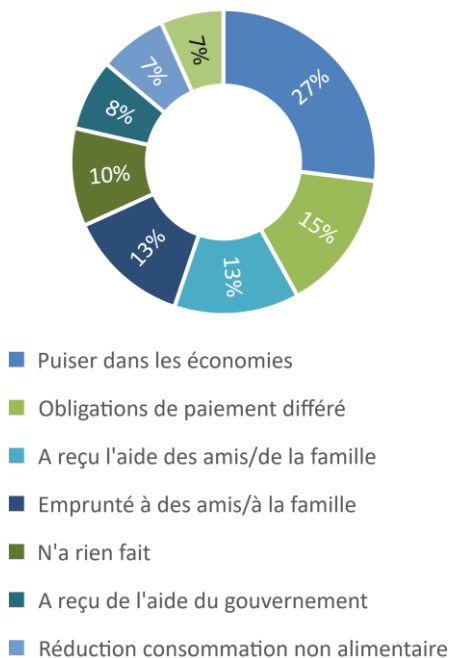
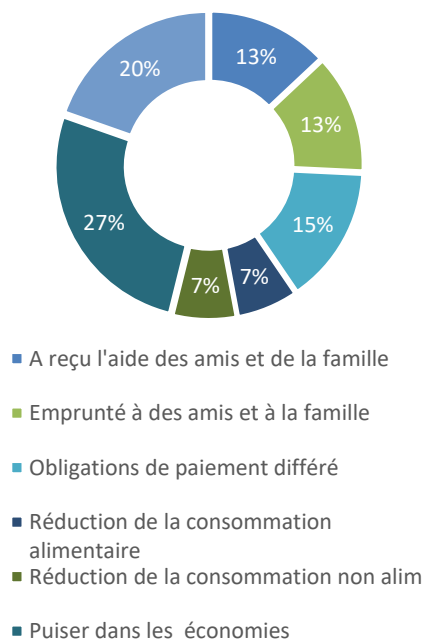


Figure 14. Mesures prises par les ménages touchés par la perte d'emploi



6. Activité économique

Par rapport à la période précédant le confinement total, 57 % des personnes interrogées ont dû cesser de travailler alors qu'elles étaient actives auparavant ; seulement 28% ont pu poursuivre leur activité. Chez ceux déclarant un arrêt de travail, plus de 80% évoquent des raisons liées directement ou indirectement au COVID-19. Il est à noter par ailleurs que l'arrêt de l'activité a affecté de manière relativement homogène l'ensemble des classes de la population.

Figure 15. Situation du travail pendant le confinement

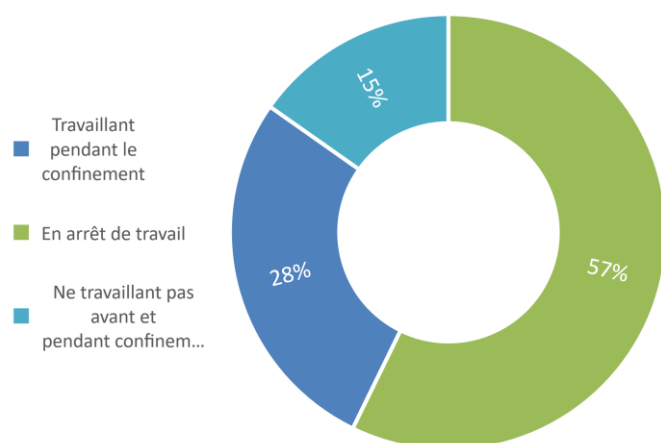
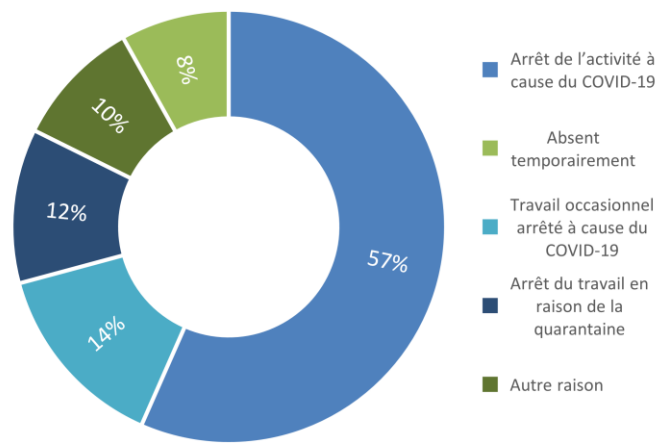


Figure 16. Motifs de l'arrêt de travail



Travail salarié²

L'arrêt de travail a touché deux tiers des salariés interrogés. Le télétravail n'a concerné qu'un salarié sur dix parmi ceux qui ont pu poursuivre leur activité professionnelle. Cette capacité à diversifier le mode de travail (par le passage au télétravail) augmente avec le niveau de vie pour atteindre près d'un salarié sur trois pour le quintile le plus riche.

Figure 17. Pourcentage de salariés ayant pu travailler au cours de la semaine précédant l'interview

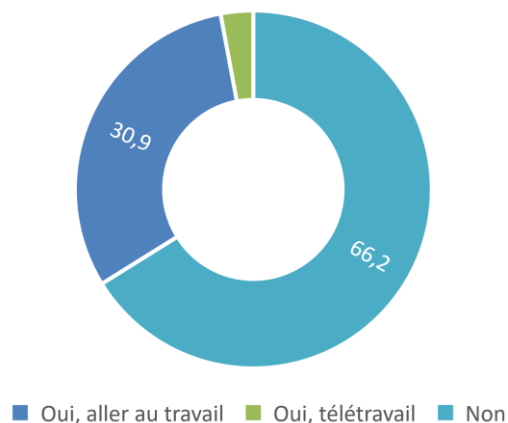
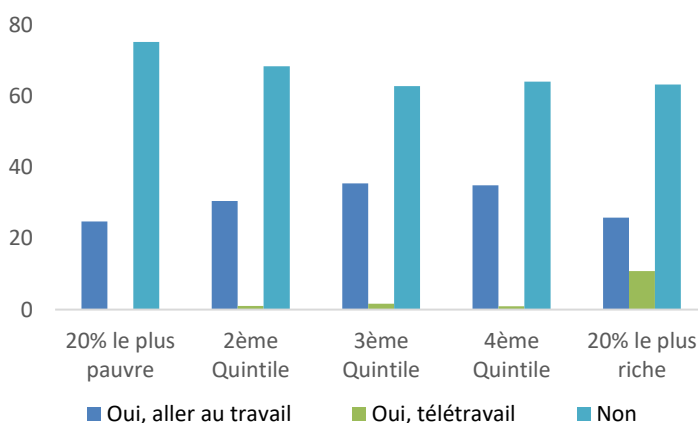


Figure 18. Pourcentage de salariés ayant pu travailler, par quintile de consommation



² Cette section se rapporte uniquement aux salariés

La majeure partie (60%) des salariés en arrêt de travail n'aurait pas perçu de salaire. Cette absence de rémunération touche près de 80% des salariés appartenant aux deux quintiles les plus pauvres et, dans des proportions similaires, ceux travaillant dans l'agriculture et l'industrie (y compris la construction).

Figure 19. Pourcentage des salariés rémunérés en cas d'arrêt de travail, par quintile

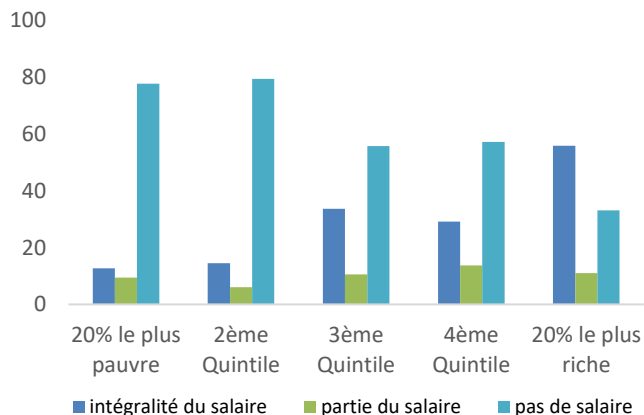
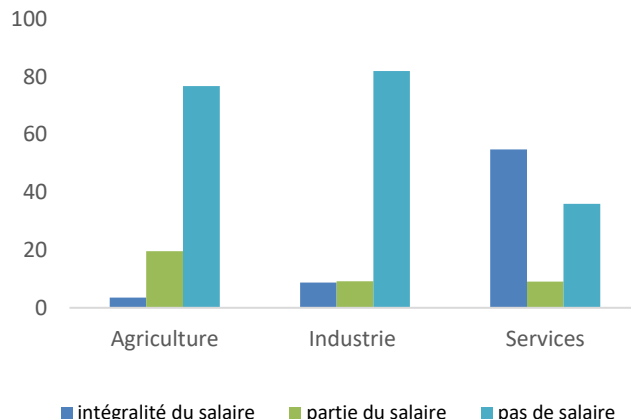


Figure 20. Rémunération en cas d'arrêt de travail, par secteurs d'activité



Unités de production familiales³

Durant le mois d'avril, environ un tiers des unités de production familiales n'ont perçu aucun revenu, tandis qu'un autre tiers de ces unités de production familiales ont vu leur revenu diminuer par rapport au mois précédent.

La diminution des revenus des unités de production familiales est liée directement (fermeture de l'entreprise) ou indirectement (pas de clients, transport de marchandises, matières premières) à la crise sanitaire du COVID-19 pour presque toutes les unités de production familiales.

Figure 21. Impact sur le revenu des unités de production familiales

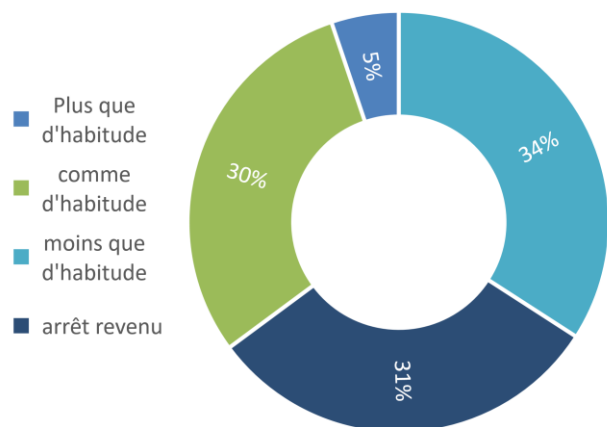
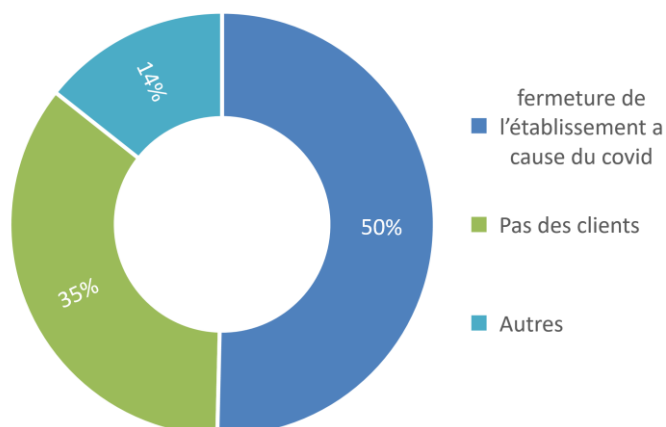


Figure 22. Raisons de la baisse des revenus



³ Cette section se rapporte uniquement aux personnes exerçant leur activité dans une unité de production familiale

Annexe 1. Méthodologie de collecte des données de l'enquête

L'enquête sur l'impact socio-économique du Covid-19 sur les ménages en Tunisie est réalisée sur la base d'un entretien téléphonique. Pour ce type de collecte, on a utilisé un échantillon déjà sélectionné dans l'enquête Nationale sur le Budget, la consommation et le niveau de vie des ménages de 2015 avec des numéros de téléphone disponibles.

Cette stratégie présente certains avantages par rapport aux autres méthodes CATI :

- a) Les ménages ont déjà été interrogés dans d'autres enquêtes, de sorte que le taux de réponse attendu est beaucoup plus élevé. De plus certaines caractéristiques socio-économiques de ces ménages sont connues ;
- b) Étant donné que plusieurs passages seront réalisés toutes les deux semaines environ, il est fondamental de commencer avec un échantillon bien consolidé ;
- c) Le plan d'échantillonnage est déjà bien connu, il sera donc beaucoup plus facile de calculer les probabilités d'inclusion et les poids de post-stratification ; elles sont fondamentales pour estimer les erreurs-types des statistiques finales de l'enquête.

On a choisi un échantillon de 1 369 ménages représentatif au niveau national et par milieu. Le taux de réponse est de 77%.

L'unité d'observation diffère d'un thème à l'autre. Dans la section relative à la connaissance des mesures préventives, les questions sont posées au répondant concernant son propre comportement et attitude. Les sections relatives à l'accès, la sécurité alimentaire et la perception du ménage reflètent le comportement de tout le ménage. La section relative à l'activité économique reflète la situation du répondant, des autres membres actifs du ménage et l'évolution de l'unité de production familiale si elle existe.